

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 69**

**QUORUM : 35**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	14	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 24/02/023</b></p> <p><b>CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE TPM, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA SOCIETE RD TPM RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES BENEFICAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) POUR L'ANNEE 2023 (DU MOIS DE MAI A DECEMBRE 2023) - ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°23/07/188 DU 6 JUILLET 2023</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI.

## **Séance Publique du 22 février 2024**

**N° D' O R D R E : 24/02/023**

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE TPM, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA SOCIETE RD TPM RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES BENEFICAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) POUR L'ANNEE 2023 (DU MOIS DE MAI A DECEMBRE 2023) - ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°23/07/188 DU 6 JUILLET 2023**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/02/021 du Conseil Métropolitain en date du 23 février 2023 concernant le choix du délégataire pour l'exploitation du service de transport terrestre et maritime de voyageurs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/03/072 du Conseil Métropolitain en date du 23 mars 2023 reconduisant pour la période du mois de février à avril 2023, la convention tripartite entre la Métropole TPM, le Conseil Départemental du Var et la S.A. Régie Mixte des transports Toulonnais relative aux modalités tarifaires destinées aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble de ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'avis de la Commission Mobilités en date du 12 février 2024,

**CONSIDERANT** l'intérêt de reconduire pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2023 les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** la notification du 26 septembre 2023 par le Département du Var du montant maximal de la participation financière sur cette période à hauteur de 80 000 euros TTC,

**CONSIDERANT** la demande par courrier électronique du Département du Var en date du 3 octobre 2023 d'intégrer un paragraphe en en-tête de la convention et la correction d'erreurs matérielles intervenues dans la saisie du texte de la convention,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ANNULER ET REMPLACER** la délibération n°23/07/188 en date du 06 juillet 2023 et la convention attachée.

### **ARTICLE 2**

**DE CONCLURE** sur l'exercice 2023, pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2023, une nouvelle convention de partenariat financier entre le Conseil Départemental du Var, la société RD TPM et la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissant les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux bénéficiaires du RSA effectuant une démarche d'insertion, sur l'ensemble du périmètre du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que le montant maximum prévisionnel de la participation financière du Conseil Départemental du Var sur la période considérée est de 80 000 (quatre-vingt mille) euros TTC.

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer avec le Conseil Départemental du Var et la société RD TPM la convention relative aux modalités tarifaires applicables aux allocataires du RSA sous contrat d'engagements réciproques, sur le réseau de transport public de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 65

CONTRE 0

ABSTENTION 0

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Thierry ALBERTINI, Monsieur Robert BENEVENTI, Madame Véronique BERNARDINI, Madame Nathalie BICAIS, Monsieur Laurent BONNET, Madame Josée MASSI, Monsieur Jean-Louis MASSON, Madame Valérie MONDONE, Monsieur Christophe MORENO, Madame Valérie RIALLAND, Monsieur Francis ROUX, Monsieur Yann TAINGUY, Monsieur Christian SIMON.**



**Lydie ONTENIENTE**

CONSEILLÈRE DÉPARTEMENTALE DU VAR

CANTON LA SEYNE 1

PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION INSERTION ET ACTION SOCIALE

Monsieur Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Hôtel de la Métropole  
107 boulevard Henri Fabre  
83000 TOULON

Affaire suivie par : Irène LIMOUSIN  
Direction : direction du secrétariat général  
et de l'appui aux transformations  
Service des assemblées  
04.83.95.33.00  
Nos réf : G47 du 25 septembre 2023

Toulon, le 26 septembre 2023

Monsieur le Président,

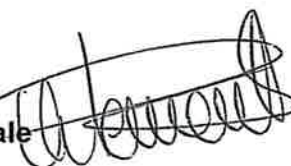
J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Commission permanente du Conseil départemental du Var, dans sa séance du 25 septembre 2023 et par délibération n° G47, a décidé d'accorder à la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), une participation financière d'un montant maximal de 80 000 € dans le cadre des modalités conventionnelles d'octroi et de financement de la tarification sociale, applicable aux allocataires du revenu de solidarité active sur l'ensemble du périmètre du transport urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La convention entre le Département, la Métropole et la société RD TPM vous sera transmise prochainement aux fins de signature.

La présente lettre vaut notification de cette décision, toutefois je me dois de vous préciser que celle-ci ne sera exécutoire, aux termes de la loi, qu'une fois transmise à M. le Préfet du Var, ce qui sera fait dans les tout prochains jours.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma haute considération.

Lydie ONTENIENTE  
Conseillère départementale



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

D.D.S.I./  
MD

Acte n° : CO 2023-976

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR, LA  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA SOCIETE RD TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE POUR LA PERIODE DU 1ER MAI 2023 AU 31 DECEMBRE  
2023

**LES SOUSSIGNES**

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Var n° G47 du 25 septembre 2023,

Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame Lydie ONTENIENTE, conseillère départementale et présidente de la commission « insertion et action sociale » agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022,

d'une part,

**ET**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, agissant en vertu de la délibération n°            du Conseil métropolitain du            ,

**ET**

La société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire du Service Public de transports en commun « Réseau Mistral » pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Madame Claudine SCHULTZ, Directrice Générale de la société RD Toulon Provence Méditerranée,

d'autre part,

## **LES PARTIES CONVIENNENT QUE :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

Dans le cadre du contrat de délégation de service public qui lie la Métropole Toulon Provence Méditerranée, (Métropole TPM) en tant qu'autorité délégante, et la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), en tant que délégataire, la présente convention a pour objet la définition des modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux allocataires du revenu de solidarité active (RSA) dans l'usage du Réseau Mistral, sur l'ensemble du périmètre de transport urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'année 2023 (du mois de mai au mois de décembre 2023 inclus).

L'accès au tarif réduit des transports s'inscrit dans une démarche visant l'insertion des allocataires du RSA qui rencontrent des difficultés matérielles pour se déplacer dans le cadre de leur projet d'insertion.

### **ARTICLE 2 – MODALITES PRATIQUES**

#### **Article 2.1 - Tarif applicable aux bénéficiaires du RSA sous contrat d'engagements réciproques (CER) ou projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE)**

Les allocataires du RSA susvisés peuvent prétendre au titre « 10 voyages tarif réduit » sur les lignes terrestres et maritimes du Réseau Mistral (hors services personnes à mobilité réduite – TPMR et taxis bus de nuit).

La tarification sociale s'applique sur l'ensemble du territoire de la Métropole TPM.

Au 1<sup>er</sup> mai 2023, le prix à tarif réduit pour 10 voyages est de 6,90 € (TTC) tandis que le titre de 10 voyages tarif normal est de 10 € (TTC).

#### **Article 2.2 - Ayants droits**

Peuvent prétendre au tarif, les allocataires du RSA et leurs ayants droits (conjoint, concubin, pacsé) :

- domiciliés dans l'une des communes de la Métropole TPM,
- titulaires d'un contrat d'engagements réciproques ou d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours de validité.

#### **Article 2.3 - Modalités de rechargement du profil « allocataires du RSA » permettant l'utilisation du tarif « 10 voyages tarif »**

Les personnes titulaires d'une fiche de liaison doivent se présenter dans une agence commerciale du Réseau Mistral et se voient remettre, en échange de la fiche de liaison, soit lors d'une création, une carte sans contact « Mistral » sur laquelle est porté le profil « allocataire du RSA » pour la période

fixée par la fiche de liaison (3, 6, 9 ou 12 mois). Sur ce support « sans contact », le titulaire peut charger, dans les agences commerciales ou chez les commerçants dépositaires, et pour la durée du profil, le titre « 10 voyages tarif réduit ».

#### **Article 2.4 - Etude préalable des droits**

Les travailleurs sociaux des unités territoriales et sociales (UTS) du Département du Var et les organismes habilités par le Département du Var, que sont Pôle emploi, la Mutualité sociale agricole (MSA), le Centre départemental pour l'insertion sociale (CEDIS), Les amis de Jéricho, UDV, l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), Logivar UDV, API Provence, Archaos, En chemin, l'Association Nationale de Prévention Alcoologie Addictologie (ANPAA), Ariane Méditerranée, l'AVIE, AXIS, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Face Var, Initiative formation appui pédagogique emploi (IFAPE), Garrigues, la Maison de l'emploi Toulon Provence Méditerranée (MDE TPM), procèdent à l'étude préalable des droits à la tarification sociale des intéressés.

Ils remettent à l'allocataire du RSA, sur présentation des justificatifs requis (pièces d'identité, justificatif de domicile, contrat d'engagements réciproques validé par le Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) ou PPAE, une fiche de liaison dûment remplie et validée à partir de laquelle le délégataire de transport public (RD TPM) est habilité à créer ou valider un profil « allocataire du RSA » sur la carte sans contact « Réseau Mistral ».

#### **Article 2.5 - Suivi statistique**

La Métropole TPM, par l'intermédiaire du délégataire, la société RD TPM, centralise l'ensemble des données relatives aux allocataires bénéficiant de la mesure et fournit sur simple demande du Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) à la fin de chaque trimestre civil, la liste des personnes pour lesquelles le profil « allocataires du RSA » a été validé. Ce listing, transmis via un logiciel de cryptage, comporte l'identité des intéressés, le numéro de la carte et la durée de sa validité, la commune de résidence, ainsi que toutes données utiles au suivi statistique du dispositif.

### **ARTICLE 3 – MODALITES DE LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT**

La participation de Département du Var correspond :

d'une part, aux frais d'établissement des cartes nominatives au tarif de :

- 8 € pour une carte valable sur la durée du contrat d'engagements réciproques d'une année,
- 6 € pour un contrat d'une durée de 9 mois,
- 4 € pour un contrat d'une durée de 6 mois,
- 2 € pour un contrat d'une durée de 3 mois.

Et d'autre part, au montant de la réduction forfaitaire accordée aux allocataires du RSA. Cette réduction – pour les voyages effectués – est égale à la différence entre le prix du tarif normal (1,00 €, tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023) et le prix tarif « réduit » (soit 0,69 € en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023) multiplié par la mobilité mensuelle forfaitaire moyenne des allocataires du RSA et le nombre de cartes Mistral dont le contrat profil « allocataires du RSA » en cours de validité.



Les tarifs de référence sont fixés chaque année par délibération de la Métropole TPM, autorité organisatrice de la mobilité.

Le montant maximum prévisionnel de la participation du Département du Var pour la période courant du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 31 décembre 2023 est de 80 000 €.

La participation est mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant est crédité sur le compte de la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire de la Métropole TPM, sur la base des factures trimestrielles présentées par ladite société au Département à trimestre civil échu ou, en cas de résiliation de la présente convention, sur la base de la dernière facture mensuelle ou bimensuelle établie à terme échu.

Le comptable est le payeur départemental du Var qui assure le versement.

## **ARTICLE 4 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

### **Article 4.1 - Confidentialité**

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité.

Par ailleurs, les personnes amenées à intervenir dans les missions assurées auprès des allocataires du RSA sont tenues au secret professionnel tel que prévu à l'article L262-44 du code de l'action sociale et des familles.

### **Article 4.2 – Protection des données à caractère personnel et formalités – Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)**

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Ces dispositions concernent :

- le droit d'information des personnes en cas de collecte de données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- l'exercice des droits des personnes en cas de gestion des données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- la communication du nom du délégué à la protection des données et ses coordonnées conformément à l'article 37 du Règlement (UE) 2016/679 ;
- la déclaration écrite de la tenue d'un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679.

### **Article 4.3 – Sécurité des données à caractère personnel**

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement :

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à s'aider mutuellement pour la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (article 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et liberté des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du règlement), les signataires s'engagent à s'informer, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance, en cas de survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données.

Ils documentent le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

### **ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 8 mois, jusqu'au 31 décembre 2023.

### **ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être modifiée par avenant notamment dans le cas où la Métropole Toulon Provence Méditerranée serait amenée à délibérer sur une nouvelle grille ou un nouveau barème tarifaire.

### **ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

Au cours de cette période, elle peut être résiliée à l'initiative du Département du Var ou de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, moyennant un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit et à effet immédiat, dans l'hypothèse où la Délégation de Service Public prendrait fin au cours de l'exercice.

## **ARTICLE 8 – CARACTERE EXECUTOIRE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur après avoir été signée par les parties.

## **ARTICLE 9 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Pour la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée**

**Pour le délégataire, la société RD Toulon  
Provence Méditerranée  
(RD TMP)**

**Le Président  
Jean-Pierre GIRAN  
(date et cachet)**

**La Directrice  
Claudine SCHULLTZ  
(date et cachet)**

**Fait à Toulon, le**

**Pour le Président du Conseil départemental**

**Lydie ONTENIENTE  
Conseillère départementale  
Présidente de la commission insertion et action  
sociale**

## Convention CD/MTPM/RD TPM

DEMIT, Magali <mademit@var.fr>

Mar 03/10/2023 14:28

À :KLEINE Corinne <ckleine@metropoletpm.fr>

Cc :FARRUGIA Fabien <ffarrugia@metropoletpm.fr>;DDSI-subventions et partenariat <gro-subventions-et-partenariat@var.fr>

Madame,

Comme convenu ce jour par téléphone, ci-dessous le paragraphe à intégrer en en-tête de la convention :

le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° G47 du 25 septembre 2023,

Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame Lydie ONTENIENTE, conseillère départementale et présidente de la commission "insertion et action sociale" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Restant à votre disposition.

Bien à vous.

--



Logos cliquables

### Magali DEMIT

Responsable

Service subventions et partenariat

Direction du développement social et de l'insertion

Tél. 04 83 95 15 38 / 06 61 07 83 42

[mademit@var.fr](mailto:mademit@var.fr)